

Service vétérinaire – Environnement
10 Boulevard Gaston Doumergue
BP 76315
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 27/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARVAL Ouest

La Grand'Lande
44520 Issé

Références : 2023-02050
Code AIOT : 0054400758

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement SARVAL Ouest implanté La Grand'Lande 44520 Issé. L'inspection a été annoncée le 29/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'arrêté préfectoral du 16 novembre 2017 encadre l'autorisation d'exploiter des ateliers de traitement de sous-produits animaux délivrée aux sociétés SARVAL Ouest et ALVA sur le territoire de la commune d'Issé, relevant de la nomenclature des installations classées dont les activités sont connexes.

Le fonctionnement de ces deux établissements comprend 4 lignes de fabrication. La transformation de cadavres n'est pas présente sur le site.

Les locaux industriels de SARVAL-OUEST sont destinés à la production de farine animales en provenance des sous-produits suivants : plumes, sang, et viande sur 3 lignes de fabrication distinctes.

L'activité de ALVA est uniquement consacrée à la fonte de graisses animales (porcs et bovins).

Une station d'épuration des rejets industriels canalisés en provenance de plusieurs établissements (ALVA, GELTRANT et VALDIS) est actuellement en fonctionnement. Cet équipement est mis en oeuvre par SARVAL-OUEST.

Compte tenu de la spécificité des déchets et du nombre de plaintes récurrentes (sous-produits animaux), les établissements SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS appartenant au groupe SARIA ont fait l'objet d'un renforcement des prescriptions sur la base de l'activité d'équarissage suite à la publication des prescriptions complémentaires de l'arrêté préfectoral du 03/10/2020. (mise en plan d'un programme de suivi des gênes olfactives auprès des riverains).

La définition d'un observatoire de suivi des odeurs a conduit à la formation d'un jury de personnes volontaires (riverains et exploitants) afin d'analyser dans la durée, sur des méthodes prédéfinies, l'origine et les causes des nuisances générées selon ces établissements.

Ce programme d'une durée de deux années doit aboutir sur la transmission d'une nouvelle étude de dispersion actualisant et caractérisant l'évolution du fonctionnement de ces trois établissements suite à un retour partagé de terrain et la mise en place de solutions destinées à l'amélioration du fonctionnement de ces établissements.

Face à la recrudescence de nouvelles plaintes durant la période estivale 2023, l'inspection des installations classées de la DDPP de Loire Atlantique a procédé le 6 juillet 2023 à l'inspection commune de chacun des établissements présents sur la zone industrielle.

Cette inspection a permis de vérifier, en présence des exploitants, la pertinence des moyens d'autosurveillance mis en oeuvre et notamment :

- le suivi du programme d'autosurveillance des émissions gazeuses ;
- le suivi des gênes olfactives attendu par les installations classées suite à la mise en place d'un observatoire de suivi des odeurs commun avec les riverains depuis 2020 et le bilan de l'opération réalisée ;
- la cohérence des données de l'étude de dispersion des odeurs transmis le 11/05/2023 par les exploitants, commune au fonctionnement des 3 établissements SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS ;
- la mise en place des actions correctives proposés par l'exploitant (7 mars 2023 suite à l'inspection du 27/10/2022 et 11/05/2023).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARVAL Ouest
- La Grand'Land 44520 Issé
- Code AIOT : 0054400758
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Etablissement SARVAL OUEST en fonctionnement le jour de l'inspection sur site

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suivi des nuisances odorantes, suivi des dispositifs de traitement de l'air et des mesures d'autosurveillance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
4	ODEURS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Observatoire des odeurs	AP Complémentaire du 03/12/2020, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
7	ODEURS	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 4.2.4	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	ODEURS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.3	/	Sans objet
8	SURVEILLANCE DES EMISSIONS ET DE LEURS EFFETS	Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 9.1.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	AUTORISATION IED	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 1.4.1	/	Sans objet
2	Déclaration incidents	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 2.3.1	/	Sans objet
3	ODEURS	Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 4.2.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Etude de dispersion doit être reconsidérée, compte tenu de l'analyse des échantillons sur des périodes différentes (3.5mois d'écart) et de l'exploitation des données qui en est faite.
A l'issue d'un diagnostic sur l'étanchéité des bâtiments (sources d'émissions diffuses), et de l'arrêt de l'oxydeur depuis 2019 , l'actualisation des mesures d'autosurveillance est attendue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : AUTORISATION IED

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Activités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Au regard des capacités autorisées à la rubrique n° 3642 de la nomenclature désignée comme rubrique principale, l'installation relève de la section 8 (relative aux installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles) du chapitre 5 du titre I du livre V du code de l'environnement. Dans l'attente de la publication des conclusions relatives sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale n° 3642, les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies par le BREF SA (Abattoirs et équarrissage) servent de référence aux prescriptions de la présente autorisation.
Constats : Le fonctionnement des deux établissements SARVAL-OUEST et ALVA est encadré par les dispositions de l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 sur l'exploitation d'ateliers de traitement de sous-produits animaux sur le territoire de la commune d'ISSE. Ces deux établissements relèvent des dispositions relatives aux installations visées à l'annexe I de la Directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, du chapitre 5 du titre I du livre V du code de l'environnement. La rubrique n° 3642 de la nomenclature désignée comme rubrique principale. Cependant, compte tenu de la spécificité des sous produits intégrant le process, les meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies par le BREF SA (Abattoirs et équarrissage) servent de référence aux prescriptions de la présente autorisation. Un réexamen applicable pour ces activités devra être transmis dès la publication des conclusions du BREF SA, ce dernier étant toujours en attente de publication.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration incidents

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 2.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclarations accidents
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Transmission dans les meilleurs délais respect des mesures envisagées
Constats : Constats : Transmission le 07/02/2022 par l'exploitant d'une déclaration d'incident survenue le 30/11/2021 sur la bâche du bassin tampon de la station d'épuration engendrant une pollution de l'air. Le dispositif d'aspiration de l'air reste cependant opérationnel. A la demande du service des installations classées, l'exploitant communique le 10/03/2022 une procédure "By Pass" du bassin tampon, afin de permettre le remplacement de la bâche dans les meilleures conditions. Échéancier transmis le 07 mars 2023 concernant la remise en état des dispositifs défectueux avec un transfert (durée limitée à 1mois) des eaux du bassin tampon dans la lagune 2. La mise en place d'aménagements préalables (curages boues dans la lagune, aménagements d'un obturateur sur la canalisation de débordement, raccordement au bassin d'anoxie de la STEP, mise en place de pompes de transfert, raccordements des canalisations...) est cependant nécessaire. L'exploitant procède également à la mise en œuvre d'un dispositif de traitement des odeurs palliatif, en substitution de l'absence de capotage du bassin tampon par l'aspersion d'un neutralisant d'odeur adapté pour le traitement aérien des sources de nuisances olfactives (décharges, STEP, égouts, IAA, cheminées) Ce dispositif comprend la mise en œuvre d'une rampe à buse sur le grillage périphérique de la lagune (170m). Selon l'échéancier transmis par l'exploitant, l'achèvement des travaux prévus fin mai n'a pas pu aboutir en raison de nombreuses difficultés survenues sur le chantier : <ul style="list-style-type: none">- reprise des boues de lagune par un prestataire extérieur : achèvement retardé curage des boues (initialement prévus durant mars-avril) ;- nouvelle déchirure de la bâche par les intervenants lors du remplacement. Ces nouveaux événements ont considérablement retardés la remise en service définitive du bassin tampon qui est effective depuis le mardi 18 juillet 2023 au lieu de la date initialement fixée par l'exploitant (fin mai 2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : ODEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 4.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Généralités
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement est équipé et aménagé de telle sorte qu'il ne soit pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Il met en œuvre les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable pour limiter au maximum les émissions susceptibles d'être à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Les installations de traitement des gaz (traitement thermique, biofiltre, lavage des gaz...) doivent être suffisamment dimensionnées pour traiter l'ensemble des gaz odorants émis (chaud et froid).</p> <p>Constats : Présence de 3 équipements de traitement de l'air sur site (lavage de l'air acide/base et Biofiltres en provenance des usines SARVAL et ALVA: Pour SARVAL: - TC1acide base+BF2 (120000m3/h); - TC2 acide base+BF3 (60000m3/h). Pour ALVA: - laveur à l'eau+ biofiltre (29330m3/h).</p> <p>Dernières opérations de maintenance sur les équipements SARVAL-QUEST: - BF2: renouvellement des casiers B et D (avril 2019) et des casiers A et C (octobre 2019) - TC2: travaux de rénovation réalisés depuis dernière mesure 2021; - BF3: renouvellement avril 2018. Réalisation d'un bilan annuel et individuel des performances et de l'efficacité du traitement des odeurs (mesures d'odeurs réalisées le 12 et 13 octobre 2022).</p> <p>Les prélèvements et les mesures concentration exprimées en UOE/m3 sont réalisés conformément aux dispositions de la norme EN 13725. Les analyses olfactométriques des échantillons sont conduits selon les critères de la norme NF EN 13725 par un jury de personnes sélectionnées comme un échantillon représentatif d'une population.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : ODEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Gaz odorants chauds
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les gaz de cuisson et les gaz des ateliers doivent être collectés par des hottes ou des capotages au niveau des points d'émission et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • postes de chargement des équipements assurant le traitement par déshydratation, hydrolyseurs, etc... • égouttage ; • capacités tampons entre deux postes de travail ; • vis de transfert ; • installation de pressage, tamisage ; • broyage. <p>Les effluents gazeux ainsi collectés sont dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux anticorrosion vers des installations de prétraitement et de traitement.</p> <p>Constats : Suite au diagnostic communiqué par l'exploitant ONFRSARI22I, les locaux de l'usine sont équipés de systèmes de captation des gaz chauds en provenance des équipements suivants:</p> <p>Filière TC2:</p> <ul style="list-style-type: none"> - incondensables issus de 3 cuiseurs de viande (TST 3300, 3400, 3500); - les airs sortant du dévésiculeur de presse à viande. <p>Filière TC1:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les incondensables process ligne sang ; - les incondensables des hydrolyseurs plumes. <p>Il est cependant déploré l'insuffisance de présentation des zones de collecte des gaz chauds sur les 3 process de fabrication de l'usine. Le mélange des eaux de purge des chaudières (chaudes) avec les condensats issus du séchage de sang canalisés dans un conduit ouvert sur l'extérieur génère des effluents odorants chauds et diffus. Ce constat n'est pas résolu à ce jour depuis la précédente inspection réalisée en 2022. La transmission d'un plan d'actions partiel par l'exploitant est réalisée le 07/03/2023. Après étude, le plan d'actions apparaît incomplet et ne permet toujours pas l'identification des réseaux extérieurs défaillants (devant être programmé semaine 17 de l'année 2023) et la recherche de solutions pour la canalisation des émissions diffuses dans l'atmosphère.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : ODEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 16/11/2017, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Gaz odorants froids
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La dispersion des odeurs dans l'air ambiant des locaux de réception et de stockage de la matière première doit être limitée le plus possible : <ul style="list-style-type: none">• en réduisant la durée de stockage avant traitement ;• en assurant la fermeture des bâtiments de réception, de stockage des sous-produits d'origine animale ;• en évitant les dégagements d'odeurs provenant notamment des broyeurs et des vis de transfert par la mise en place de hottes ou de capots ;• en effectuant un nettoyage et une désinfection appropriés des locaux. Tous les gaz odorants froids provenant des matières premières des installations de réceptions, de dépouille le cas échéant et de broyage sont collectés et dirigés vers une installation de traitement.
Constats : Les travaux de remise en état de la bâche sur le bassin tampon de la STEP n'ont pas été confirmés à la DDPP ainsi que la vidange intégrale et la remise en état complète (absence de boues de stagnation) des effluents présents dans la lagune n°2. Comme pour les gaz chauds, Il est déploré l'insuffisance de présentation des zones de collecte des gaz froids sur les différents process de fabrication de l'usine.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Observatoire des odeurs

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 03/12/2020, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Délais et durée d'application
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le programme de suivi des odeurs est mis en place pour une durée minimale de 2 ans. À l'issue de cette période de 2 ans, un bilan du programme de suivi comportant une étude de dispersion actualisée basée sur les niveaux d'émission olfactive des sources du site, ainsi qu'un bilan de l'évolution des plaintes sera transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>En fonction de ce bilan, le programme de suivi pourra être poursuivi ou non, après avis du CODERST.</p>
<p>Constats : Transmission le 11 mai 2023 d'une étude de dispersion des odeurs actualisée (ONFR SARI22G) intégrant le fonctionnement des trois établissements : SARVAL-OUEST, ALVA, VALDIS suite à l'achèvement des travaux opérés sur VALDIS (Mise en service du stockage de digestat étanche C10Bis...).</p> <p>Il est à déplorer cependant que les mesures exploitées (réalisées à l'automne 2022) sont discutables compte tenu de l'absence d'achèvement des travaux de réparation du bassin tampon de la STEP (émissions diffuses sur cet ouvrage).</p> <p>Le bilan du programme de suivi des nuisances demeure insuffisant compte tenu de l'absence d'analyse des gênes olfactives recensées par le jury de nez, les impacts sur l'environnement, les riverains et les actions correctives apportées conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2020.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : ODEURS

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2017, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Normes à respecter – Etude de dispersion
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Etude de dispersion : A partir des rejets de chacune des sources exprimées en débit d'odeur aux conditions normales olfactométriques l'exploitant s'assure sur la base d'une étude de dispersion que la concentration d'odeur, calculée dans un rayon de 3 Km par rapport aux limites de propriété de l'installation ne dépasse 5 UOE/m³ plus de 175 heures /an</p> <p>La fréquence de dépassement prend en compte les éventuelles durées d'indisponibilité des installations de traitement des composés odorants.</p> <p>Cette étude de dispersion est réalisée par un organisme compétent choisi en accord avec l'inspecteur des installations classées, aux frais de l'exploitant et sous sa responsabilité.</p> <p>Le mode de calcul utilisé pour l'étude de dispersion doit prendre en compte les conditions aérauliques et thermiques des rejets, ainsi que les conditions locales de dispersion, topographiques et météorologiques.</p> <p>La liste des sources caractérisées et quantifiées et le choix du modèle de dispersion sont justifiées par l'exploitant. Les méthodologies mises en œuvre sont décrites.</p> <p>A défaut de la réalisation d'une étude de dispersion, la concentration d'odeur à retenir, quelle que soit la hauteur d'émission, ne doit pas dépasser 1000 uoE/m³ par source.</p> <p>En cas de plaintes pour gêne olfactive, le Préfet peut imposer, en complément des mesures prévues au chapitre 4.1 la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant.</p>
<p>Constats : L'étude de dispersion communiquée à la DDPP en mai 2023 n'est pas satisfaisante en l'état et incomplète en plusieurs points.</p> <p>Notamment, l'étude ne prend pas en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la confirmation de l'absence de captage de l'air sur certaines zones dans l'établissement ; - l'évaluation de l'impact cumulé de l'activité SARVAL et ALVA (même arrêté préfectoral) ; - les éventuelles émissions diffuses non canalisées (gaz chauds et froids) sur les deux établissements. <p>Suite à la recrudescence des plaintes olfactives des riverains survenues au cours de la période estivale 2023, une nouvelle étude de dispersion commune aux 3 établissements (SARVAL, ALVA et REFOOD) est à produire prenant en compte les éléments manquants dans la précédente étude de dispersion.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

Arrêté préfectoral de mise en demeure n°

VU les livres I et V du code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7 et 8, L. 172-1, L. 511-1 ;

VU l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 encadrant l'autorisation d'exploiter des ateliers de traitement de sous-produits animaux délivrée aux sociétés SARVAL Ouest et ALVA sur le territoire de la commune d'Issé, relevant de la rubrique 2730 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 03/12/2020 prescrivant une étude de suivi de gêne olfactive des sociétés SARVAL-OUEST, ALVA et VALDIS (Groupe SARIA) à ISSE

VU l'arrêté ministériel du 12 février 2003 relatif aux prescriptions applicables aux installations classées soumises à autorisation sous la rubrique 2730 (traitement des cadavres, des déchets ou des sous-produits d'origine animale à l'exclusion des activités visées par d'autres rubriques de la nomenclature) ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2023 ;

VU le courrier en date du 4 août 2023 et le rapport d'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2023 transmis à la société SARVAL-OUEST par courrier contradictoire conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, accompagné du projet de mise en demeure ;

[**VU** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du [précisez la date]
OU

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral 16/11/2017 autorisant les activités de la société SARVAL-OUEST et ALVA prévoit à chapitre 4-1 que : *« Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites. En particulier, toutes les précautions nécessaires sont prises vis-à-vis des ventilations des ateliers, du stockage des déchets, des ouvrages de traitement des eaux résiduelles industrielles de l'établissement. »* ;

CONSIDÉRANT qu'afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance ;



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial**

CONSIDÉRANT que les éléments présentés par l'étude de dispersion ONFRSARI23B validée le 10 mai 2023 commune aux trois établissements SARVAL OUEST ALVA et VALDIS ne permet pas d'apprécier la prise en compte des sources odorantes diffuses constatées lors de l'inspection ;

CONSIDÉRANT le bilan de performance du traitement des odeurs établie par Odournet pour SARVAL Ouest en date du 10/11/2022 (ONFRSARI22I) ;

CONSIDÉRANT qu'un bilan de suivi des émissions olfactives réalisé depuis 2 ans doit être déposé afin de connaître l'évolution des plaintes (odorantes), la recherche des causes de nuisances mises en œuvre auprès des riverains par l'exploitant, le déploiement des mesures correctives réalisées complété par la transmission d'une nouvelle étude de dispersion des nuisances odorantes actualisée sur chacun les sites selon les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 03/12/2020 ;

CONSIDÉRANT que ces odeurs peuvent avoir un impact sur la santé des riverains ;

CONSIDÉRANT le nombre anormalement important de plaintes transmises par les riverains du site depuis le début de juin 2023 ;

CONSIDÉRANT qu'en cas de plaintes pour gêne olfactive, le Préfet peut imposer, en complément des mesures prévues au chapitre 4.1 de l'arrêté préfectoral du 16/11/2017 la mise à jour de l'étude de dispersion à l'exploitant.

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : La société SARVAL-OUEST, dont les installations et le siège social sont situés au lieu-dit « Grand-Lande » sur la commune d'ISSE (44520) est mise en demeure, **dans un délai d'un mois à compter de la date de signature du présent arrêté**, de transmettre un diagnostic actualisé annexé par un échéancier de travaux sur la gestion des sources de pollutions olfactives diffuses (froid et chaud) en provenance de ses installations.

Article 2 : La société SARVAL-OUEST est mise en demeure dans un délai de deux mois à compter de la date de signature du présent arrêté, de transmettre un bilan du programme de suivi commun aux trois établissements (SARVAL-OUEST, ALVA, VALDIS) sur la surveillance de l'évolution des plaintes suite à la mise en œuvre des à la mise en place des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3/12/2020.

Article 3 : La société SARVAL-OUEST est mise en demeure, **dans un délai de deux mois après la signature de l'arrêté préfectoral** de communiquer une étude de dispersion des émissions odorantes actualisée par de nouvelles mesures d'émission des rejets gazeux (document commun aux 3 établissements).



PRÉFET DE LA LOIRE- ATLANTIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la Coordination,
des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial

Cette étude de dispersion précisera :

- l'actualisation des moyens mis en œuvre pour le captage de l'air ambiant des zones de production et des gaz du process émanant du fonctionnement de ses installations ;
- l'évaluation de l'impact cumulé des activités de SARVAL-QUEST et d'ALVA (même arrêté préfectoral) et VALDIS dans la zone de 3 km autour de l'établissement ;
- la prise en compte des impacts éventuels provenant des émissions diffuses (gaz froids et gaz chauds) non canalisées sur chacun des établissements.

Article 4 : Dans le cas où l'une des obligations prévues ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 : Délais et voies de recours

En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes 6 allée l'île Gloriette – CS 24111 – 44041 NANTES Cedex peut être saisi d'un recours de plein contentieux dans les deux mois à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 : Publicité – Exécution

Le présent arrêté sera notifié à la société SARVAL-QUEST dont le siège social est à ISSE et sera publié sur le site internet des installations classées

<https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees#/>, ainsi que sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant deux mois ;

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, la maire de REZE et le Directeur Départemental de la Protection des Populations, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le

**Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général**

